6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

L'Egalité
DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

Téléphones : A LILLE . . N° 1.02 — A ROUBAIX N° 3.98 — A LENS . . N° 1.02

ABONNEMENTS — 3 mois / 6 mois / 1 an
Nord et Départements limitrophes . . . . . 4 fr. 50 / 9 fr. / 18 fr.
Autres Départements . . . . . 5 fr. 50 / 11 fr. / 22 fr.
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les Bureaux de Poste.

NUMERO 5 CENTIMES

PUBLICITE
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal ; et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger.

Mardi 19 Avril 1910

IMPRESSIONS

Depuis quelques jours, les députés sortants et les aspirants députés ont pris contact avec le suffrage universel.

Les réunions succèdent aux réunions. On échange ses vues sur la situation politique actuelle, et il n'est pas très difficile de savoir ce que pense la majorité des électeurs de la législature qui vient de finir et ce qu'elle attend de la nouvelle Chambre.

Une chose frappe tout d'abord : c'est la facilité avec laquelle les ouvriers s'assimilent maintenant les questions les plus difficiles. Ils ne s'enferment plus, comme jadis, dans une formule abstraite ; ils veulent qu'on leur explique la raison et le fonctionnement de toutes les lois sociales votées ou en projet et qu'on leur dise quelle sera leur part d'avantages avec l'application des réformes dont on parle. En un mot, l'esprit des travailleurs s'ouvre à la discussion. Ils veulent voir et comprendre.

J'ai retiré de vingt conférences que je viens de faire cette impression très nette que le prolétariat veut des améliorations et qu'il saurait les exiger au besoin si on les lui refusait. Non pas que les théories des décerveleurs, des lapidateurs de l'anarchie aient fait des progrès dans les milieux ouvriers. Tant s'en faut. Mais c'est précisément parce que dans ces milieux on a gardé le sang-froid nécessaire, la sagesse indispensable à la bonne marche du progrès social que l'on se montrera plus exigeant.

Le peuple veut des réformes. Le machinisme ne lui a procuré aucun soulagement : il est resté la propriété de jouisseurs, de capitalistes dont l'égoïsme est vraiment trop exagéré. L'ouvrier s'adresse donc à l'Etat pour lui demander de protéger et de garantir sa situation, constamment menacée par le progrès. Cela peut paraître paradoxal, mais cela est cependant la vérité.

Il est parfaitement exact que l'existence du travailleur est à la merci des crises économiques. Quelle garantie a-t-il contre le chômage, l'invalidité ? Aucune. Et quant aux retraites, s'il approuve le vote du projet, il déclare la limite d'âge trop reculée, et il en demande la modification immédiate.

Les paysans ne sont pas les derniers à se joindre au mouvement. La légende des socialistes partageux a fait son temps, et c'est avec intérêt qu'ils écoutent nos militants définir la doctrine socialiste et faire le procès des grands propriétaires terriens, qui les dépouillent peu à peu de leurs biens. Jacques Bonhomme a remsié sa fourche pour mieux ouvrir les bras à ceux qui viennent lui dire : « Le salut est dans l'organisation des métayers, fermiers, petits propriétaires ; dans l'association pour l'achat des matières et la vente des produits ».

Une des questions qui intéressent plus en ce moment la démocratie, c'est la défense de l'école laïque. Le parti prêtre s'est rendu tellement antipathique par son sectarisme et ses attaques contre les écoles de la République qu'il suffit que l'on connaisse les attaches d'un candidat avec les ministres du culte pour que le vide se fasse autour de lui. Les catholiques sincères répudient eux-mêmes ce cléricalisme batailleur et maladroit qui a pris position dans la lutte électorale pour le discrédit de l'Eglise.

L'œuvre laïque de la dernière législature est, quoi qu'on dise, en faveur auprès des électeurs, et si l'ouvrier est disposé à exiger que l'on s'occupe un peu plus de lui, il n'est pas injuste pour cela à l'égard de ceux qui, sans manger du curé, entendent faire respecter les lois de séparation.

Il n'a pas oublié non plus que l'Eglise a trempé dans le Boulangisme, le Nationalisme, l'affaire Dreyfus et dans toutes les entreprises contre la République. Vieilles rengaines ! diront les esprits forts. Eh bien ! non : la démocratie aime qu'on lui rappelle les dangers qu'elle a courus, et elle oublie beaucoup moins qu'on voudrait le faire croire ceux qui l'ont défendue à ces heures difficiles.

Pour me résumer, j'ai eu l'impression très nette que la théorie du « tout ou rien » n'avait que peu, pour ne pas dire pas du tout de partisans dans notre région laborieuse. La cause en est à nos fortes organisations qui, pour me servir du mot de Sembat, préfèrent six sous à six phrases, et qui attendent de la raison et non de la violence la libération définitive du travail.

Quant à dire que les travailleurs sont satisfaits, il y a loin. Opprimés par une bourgeoisie égoïste, victimes de la science mécanique, exploités cyniquement par une oligarchie capitaliste, ils attendent que la République les défende. Ils indiquent eux-mêmes ce avec quoi l'Etat pourra leur venir en aide : reprise du grand domaine minier et du réseau des chemins de fer, exploitation directe des forces hydro-électriques, monopolisation de l'alcool et des assurances, impôt progressif et global sur le revenu ,etc. Avec cela, l'argent ne manquera pas pour améliorer les retraites de l'ouvrier et le garantir contre les risques de la vie, en attendant son complet affranchissement.

Lui faire attendre trop longtemps ces réformes, ce serait méconnaître ses droits et sa sagesse vraiment louables.

Emile BASLY,
Député du Pas-de-Calais.

Hier & Aujourd'hui

Grève de Solidarité

Aurons-nous à Dunkerque une grève des inscrits maritimes ? Jusqu'ici le mouvement ne semble pas prendre grande importance dans notre port du Nord, malgré la présence de délégués de la C. G. T. et du syndicat marseillais.

Malgré son assurance, Rivelli n'a guère confiance; il annonce bien qu'après les grands ports les petits seront pressentis pour faire cause commune avec leurs camarades de Marseille, mais prévoyant de ce côté un échec, il déclare que « si le soulèvement des inscrits fédérés est insuffisant, le mouvement sera étendu à d'autres fédérations. »

Pour entretenir la résistance des inscrits, Jouhaux, le secrétaire général de la C. G. T. en mission spéciale à Marseille, ajoute, qu'au cas où le Gouvernement ne céderait pas aux injonctions des grévistes, la Confédération est assez forte, grâce à l'appui de tout le prolétariat, pour déchainer une tempête qui l'obligera à reculer. Sentant bien ce que peut avoir de suspect un pareil mouvement provoqué à la veille de la Consultation électorale, sans souci des frais qu'il peut occasionner, Jouhaux tient à protester contre le bruit qui circule et qui représente le secrétaire général de la C. G. T. comme un agent à la solde de « L'action française ».

Gardons-nous de prendre au tragique les menaces des partisans de l'action directe, notons cependant leurs tentatives.

Quel est le grief des inscrits ? Ils protestent contre l'embarquement, illégal, prétendent-ils, d'indigènes sur des paquebots français. Nous avons montré déjà que l'armement pour embaucher des chauffeurs somalis en nombre limité, s'appuyait sur des articles précis d'une loi de l'inscription maritime qui n'a jamais été abrogée. N'y insistons pas davantage, mais constatons que si la loi donne à l'armateur certains droits sur l'équipage, elle prévoit qu'il ne peut pas quitter le bord d'un navire de commerce, régulièrement, sans être consulté comme déserteur, il n'y a pas de moyen pratique de la faire appliquer dès qu'une grève éclate, à moins de faire incarcérer tous les grévistes, ce qui ne saurait même pas être envisagé.

Et alors, si les droits des armateurs sont illusoires ,s'il est impossible de contraindre les inscrits à accepter les obligations que l'Inscription Maritime leur impose en échange des avantages qu'elle leur assure, que restera-t-il à faire ? Une seule solution se présente : l'abolition de l'Inscription. Est-ce bien ce que veulent les inscrits ? N'ont-ils pas à craindre que l'ingérence, l'intransigeance révolutionnaire de la C. G. T. ne les entraine dans une fort mauvaise voie, singulièrement périlleuse pour leurs intérêts ?

G. DESMONS.

CHRONIQUE

PAR EXCEPTION !

— Le chocolat de monsieur le comte est servi !

Martine déposa le petit déjeuner de son maître sur un guéridon et allait se retirer lorsqu'elle fut rappelée par un : « Pst ! » qu'elle connaissait bien.

M. de Chaverny, le coude enfoncé dans de moelleux oreillers ,contemplait la souple tournure de cette fille du peuple dont il avait aux heures chaudes du dernier été dirigé faire son caprice. Etait-ce l'odeur de la fleur jaunâtre qui s'élevait du bol en une poussière de Limoges ? Le visage de sa soubrette, si gracieux d'ordinaire lui paraissait tout ambrumé ce matin-là.

— Martine ?

— Monsieur le comte ?

— Approche ! On croirait... Eh oui ! ma parole ! Il y a de la rosée dans ces beaux yeux !

Martine dissimula dans un tablier brodé, les lignes de son visage dont un gros chagrin troublait la pureté.

— Voyons ! fit M. de Chaverny. Je devine ! On te toquine à l'office depuis que l'on sait, hein ? C'est cet imbecile d'Auguste ? Non ? Anna la cuisinière, alors ? Elle est jalouse comme une tigresse ! D'ailleurs ses entremets sont détestables ! Je remplacerai cette vieille miroton. Enfin, pourquoi pleures-tu, Martine ?

Le front de la soubrette prit la poupre d'un fruit d'églantier quand la pudeur vint aux haies dévêtues par l'automne. Puis, à travers ses sanglots ,elle balbutia une réponse... mais une réponse tellement inattendue, que le comte se mit à pousser des « Ah ! Ah ! Tiens ! Tiens ! » et à desserrer peu à peu le lien amoureux que son bras lui mettait autour de la taille. Négligemment ensuite, il prit une biscotte, la trempa dans sa tasse de chocolat et dit avec un petit signe de tête qui invitait Martine à se retirer :

— C'est bon ! J'aviserai !

C'était son mot, lorsqu'il était embarrassé. Cela lui permettait en effet de réfléchir.

Ah ! s'il eut « avisé » plus tôt, le noble comte de Chaverny, que d'ennuis il se fut évité !

Il s'habilla de fort méchante humeur et descendit dans son parc. Il faisait un temps splendide. Le soleil n'avait pas encore entièrement dissipé le brouillard matinal qui suspendait une perle au bout de chaque herbe et transformait les toiles d'araignées en fines résilles d'argent. Au bruit de ses pas, sur le sable des allées, des vols silencieux se détachaient des branches où les feux du dernier couchant semblaient s'être attardés. M. de Chaverny marchait la tête basse et songeait aux complications qui allaient peut-être assiéger bientôt sa vie et troubler sa quiétude. Evidemment, Martine avec sa fraîcheur de camélia et sa beauté précieuse de petite bergère saxonne en eut séduit bien d'autres ; mais avant de succomber à la plus folle des tentations, que n'avait-il pensé un instant qu'un héritier des comtes de Chaverny ne se fourvoie pas avec la fille d'une basse-courière ! Que c'était donc maladroit ! Il s'en mordait les doigts un peu tard ! Enfin, il se dit pour se rassurer, que Martine devait être volage; il se persuada même qu'elle l'était... Savait-il ce qui se passait à l'office, avec le personnel du château ? Et cependant le comte cherchait dans son esprit un moyen de sortir sans scandale, ni lâcheté de l'impasse dans laquelle il s'était jeté si étourdiment.

Ses réflexions l'avaient entraîné plus loin que sa promenade habituelle. Il avait dépassé les boulingrins et se trouvait maintenant devant le jardin potager. Le jardinier, courbé au milieu des planches de tomates ne l'avait pas entendu venir.

— Eh bien ! Baptiste ?

Baptiste se redressa, surpris et intimidé par l'insistance que le comte mettait à le dévisager.

— Dis-moi, Baptiste.

— Monsieur le comte ?

— Tu es triste, mon garçon !

— Ma foi, non, monsieur le comte !

— Si ! Si ! Tu t'ennuies ! Ça se voit !

— Moi ? fit Baptiste.

Et pour détromper son maître, il découvrit sa mâchoire comme un âne qui va boire dans un seau.

— Inutile de rire ! Tu as envie de pleurer... Tu pleures ! A l'instant, à quoi pensais-tu ? Allons ! vite ! A quoi pensais-tu ?

Baptiste se gratta la tête :

— Dame ! Apparemment... à... à mes légumes, monsieur le comte !

— Tu sais qu'avec moi, Baptiste, on n'y va pas par quatre chemins ! Tu es amoureux !

— Je suis... amoureux ? monsieur le comte ?

— Oui ! Et je vais te dire quel est l'objet de ta flamme !

— L'objet ?...

— Martine ! ma petite femme de chambre ! Du coup, tout le rouge des tomates du jardin, remonta aux joues de Baptiste.

— Ainsi, tu l'aimes ?

— Oh ! non ! monsieur le comte ! s'écria Baptiste qui n'ignorait pas les complaisances que son maître avait pour la soubrette.

— Tu l'adores, imbécile !

— Je vous jure ! affirma Baptiste, une main levée vers le ciel comme pour en attester les dieux.

— Assez ! Animal ! Butor ! Tu en es fou.

Baptiste ne comprenant rien au courroux de son maître prit un air niais et soumis. Au loin, des pintades faisaient entendre leur bruit de réveil-matin et plus près, dans les pommiers, des bouvreuils préludaient.

— Regarde-moi ! fit le comte. Peuh ! Ton museau n'est point trop laid ! Allons ! Ne te chagrine plus ! Tu lauras, ta Martine ! Je veux faire ce mariage-là pendant que je suis encore maire de Cosnes-en-Cosnois, tu m'entends.

Baptiste resta bouche bée, bras ballants, figé comme un épouvantail au milieu de ses légumes.

Lorsqu'il put parler, le comte était déjà loin.

M. de Chaverny « avisa » si bien, que le mois suivant, Martine épousait Baptiste qui ne se sentait pas d'aise, surtout en voyant les cinq beaux billets de mille francs qu'un généreux anonyme avait déposés dans la corbeille de la mariée !

Six mois plus tard, le comte de Chaverny écrivait dans son cabinet lorsqu'on frappa timidement à la porte. C'était Baptiste. Il s'avança gauchement tournant son chapeau dans ses doigts, glissant sur le parquet, regardant derrière lui, comme s'il eut craint d'être suivi et s'excusant de venir déranger monsieur le compte.

— Eh bien ? Qu'y a-t-il mon garçon ? Tu as l'air tout bouleversé ?

— Oui, monsieur le comte ! Il y a de quoi !

— Que t'arrive-t-il, corbleu ?

— C'est... assez difficile à expliquer...

— D'abord, est-ce triste ou gai ce que tu vas me dire ?

— Ni l'un, ni l'autre, monsieur le comte. C'est plutôt une chose surprenante !

— Ah ! voyons !

— Une chose qui m'arrive... ou plutôt qui arrive à Martine... Je n'en reviens pas !

— Explique-toi !

— Ça fait juste six mois qu'on est marié et...

— Six mois, déjà ! interrompit le comte. Le temps passe vite ! Et... tu n'en as pas regret, je suppose ?

— Non, mais...

— Quoi ?

— C'est que... Je suis déjà père, monsieur le comte !

— Et... cela t'étonne ?

— Dame ! fit Baptiste. Ça ne vous étonne donc pas, vous, monsieur le comte ?

Celui-ci tapotait négligemment la table avec son coupe-papier et regardait Baptiste dont la naïve nature valait le plus réjouissant vaudeville.

— C'est bon ! fit-il. J'aviserai !

Le soir même, M. de Chaverny fit venir son ordinaire et lui montrant avec une certaine hauteur un grès in-folio ouvert devant lui :

— Baptiste ? Voici-tu ce livre ?

— Oui, monsieur le comte.

— C'est le code !

— Ah ! Le... Le Code ?

— La Loi, si tu préfères ! Eh bien ! voici ce qui dit la Loi :

Il tourna quelques feuillets, et de ce ton doctoral qu'il employait lorsqu'il énonçait les devoirs mutuels que se doivent les jeunes époux, il feignit de lire avec la plus grande attention :

— « Par exception ! A Cosnes-en-Cosnois pour la première fois, les filles accouchent au bout de six mois ! »

— Ah ! s'écria Baptiste, c'est au moins que dans notre pays, l'espèce est plus hâtive, monsieur le comte ?

— Tu l'as dit, Baptiste, comme pour les petits pois ! Enfin te voilà tranquille, maintenant ?

— Dame ! monsieur le comte, du moment que c'est dans la Loi !

HUGUES LAPAIRE

Le Téléphone dans le Monde

Le téléphone, instrument de notre supplice quotidien, est toujours de grande actualité. La statistique suivante a donc un vif intérêt.

A l'heure présente, il y a dans le monde entier 9.600.000 téléphones et les lignes représentent une longueur de 12.500.000 milles. Il y a 1.800.000 téléphones en Europe, 56.000 en Asie, 9.000 en Afrique, 7.700.000 en Amérique (dont 7.590.000 aux Etats-Unis), et 53.000 en Australie.

Le Danemark est le pays d'Europe qui a le plus grand nombre de téléphones par nombre d'habitants, c'est-à-dire 33,2 pour 1.000 habitants et sous ce rapport, le Danemark a actuellement supplanté la Suède, les chiffres concernant la Suède étant de 31,8 pour 1.000 habitants.

Cependant, à tout bien considérer, les longues distances et le pays souvent difficile, on peut dire que la Suède occupe le premier rang, du moins en Europe, et Stockholm est la première de toutes les villes du monde pour la quantité des téléphones par nombre d'habitants. La Compagnie des téléphones de Stockholm compte 180 abonnés pour 1.000 habitants.

LES ELECTIONS LEGISLATIVES

Chronique Electorale

ECHANGE DE LETTRES

Le citoyen DELORY a adressé au citoyen Ed. Delesalle, directeur politique du *Réveil du Nord*, la lettre suivante :

Lille, le 16 avril 1910.

Citoyen Delesalle,

Permettez-moi de vous dire que c'est avec une véritable stupéfaction que nous avons lu dans le « Réveil du Nord » du vendredi 15 courant, la sortie intempestive contre l'un des candidats du Parti socialiste.

Certes, comme vous le dites, vous êtes complètement indépendant, vous êtes au-dessus de tous les partis, mais la situation que vous occupez, votre ancienne affiliation à notre organisation aurait dû vous amener à garder plus de mesure.

Comment, si vous'avez conservé vos conceptions socialistes, pouvez-vous justifier la politique bizarre que suit actuellement le « Réveil du Nord ».

Le principe que les candidats du parti défendent ne compte plus, il n'y a pour vous qu'une question de personne ; de plus ou moins de sympathie, pour ne pas dire de rancune.

Cela est bien triste.

Vous savez pourtant que nous allons à la bataille non pas contre telle ou telle individualité, mais contre une conception de propriété qui nous paraît mauvaise et vous savez autant que tout autre,si ce n'est mieux, que notre honneur fut toujours de ne jamais faire, parmi les porte-drapeaux, les misérables distinctions que vous faites.

Nous protestons, je proteste formellement étant donné que je suis classé par vous parmi les sympathiques.

Dans la 8e circonscription de Lille comme dans les autres, il y a un candidat qui défend le parti et tous nous devons être solidaires.

Aussi nous espérons bien que ne tenant aucun compte de cette charge en pleine bataille contre un de nos porte-drapeaux, tous les prolétaires conscients de la 8e circonscription iront le 24 avril manifester leur espérance d'une libération prochaine en déposant dans l'urne leur bulletin au nom du citoyen Albert Inghels candidat librement choisi par les organisations socialistes.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé : DELORY,
Secrétaire du Comité Fédéral.

En réponse à cette lettre, le citoyen Ed. DELESALLE a envoyé au citoyen Delory la lettre suivante :

18 Avril 1910.

Citoyen Delory,

J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 16, communiquée le 17 au «Journal de Roubaix», et je m'empresse de vous répondre.

Chez tout membre d'un parti il y a deux personnes : l'homme qui juge avec sa raison ; le partisan qui agit selon les décisions de son parti.

Vous m'écrivez comme secrétaire du Comité Fédéral ,donc comme homme de parti et je le comprends.

Votre opinion intime et celle de tous vos amis sur la personnalité dont il s'agit, je la connais et je la partage, croyez-le bien.

Je sais aussi que vous êtes incapable, comme membre du parti, de vous refuser à défendre le choix fait par votre section de Tourcoing d'un homme repoussé par votre section de Lille. Votre situation vous oblige à approuver ces deux décisions contradictoires ; c'est un des petits inconvénients du métier, et je ne songe pas à vous en contester l'exercice.

Mais de votre côté, vous n'ignorez pas, — puisque votre journal le rappelle périodiquement — que le « Réveil » n'a aucun lien avec le Parti socialiste unifié, ce qui est absolument exact.

Alors c'est moi qui deviens stupéfait de la stupéfaction dont vous me faites part.

En ce qui me concerne personnellement, vous feignez d'attribuer à de la rancune contre le candidat de la section de Tourcoing et à de la sympathie pour vous le fait que le « Réveil » vous soutient et le combat.

Mais mieux que quiconque vous savez que je n'ai aucune raison de rancune contre ce candidat, qui n'a jamais été plus désagréable pour moi que pour vous, et que j'aurais plutôt quelques motifs d'amertume à l'égard de certains de ceux qui sont appuyés dans nos colonnes.

En ce qui concerne le journal, vous me rappelez que vous ne faites pas « entre ceux qui vont à la bataille contre la forme actuelle de la propriété les misérables distinctions » auxquelles se livre le « Réveil ».

Il ne manquerait plus que cela que vous disiez vous-même au public que tel de vos groupements a choisi comme candidat un homme intelligent et capable, mais que tel autre a fait choix d'un brouillon sans valeur pour qui les électeurs doivent néanmoins voter. Vous manqueriez là au plus élémentaire devoir d'un homme de parti.

Mais vous ne songez pas, j'imagine, à interdire ces distinctions aux citoyens et aux journaux indépendants des décisions qui vous lient ?

Ils en ont le droit au même titre que vous, qui, dans le «Travailleur» d'il y a huit jours, vous livriez à des distinctions (que je ne qualifie pas de misérables) entre deux candidats défenseurs de la forme actuelle de la propriété, pour aboutir à ce résultat inattendu de manifester une préférence pour le candidat clérical Maurice, dont j'ignore les services prolétariens, contre le candidat radical Potié.

Pous conclure, il faut vous habituer, citoyen Delory, à ces idées : 1° Que le Comité politique de ce journal est aussi indépendant du Parti Socialiste que le Parti Socialiste est indépendant de lui ;

2° Que, tout en restant profondément socialistes, c'est-à-dire attachés à la cause de la transformation sociale de la propriété, nous considérons ici, depuis toujours, que les réformes successives faites ou à faire par le parti radical-socialiste sont, avec le développement de la puissance et des attributions syndicales, les étapes nécessaires de cette transformation ;

3° Que nous voyons dans le partage du pouvoir entre les socialistes et les radicaux-socialistes — c'est-à-dire dans le Bloc — le meilleur instrument des réformes sociales, et que nous ne doutons pas, sur cette question, d'un revirement prochain du socialisme international, avec ou sans votre assentiment.

Et, comme conséquence, nous soutiendrons — sans solliciter leur reconnaissance — les candidats capables d'être utiles à la fois à la République ,aux syndicats et au socialisme, et nous combattrons, en déclarant publiquement ce qu'ils valent, — sans nous soucier des protestations de quiconque — les candidats socialistes qu'il est préférable, dans l'intérêt même du socialisme, de voir rester simples électeurs, ce qui n'a rien de déshonorant.

C'est ce que nous réalisons, en ce moment, en donnant notre sympathie à une vingtaine de candidatures socialistes et en la refusant aux deux dernières.

Enfin, nous nous refuserons, comme nous l'avons toujours fait ici, à mettre dans le même sac que les réactionnaires,les républicains que les socialistes les plus idéalement purs sont très heureux de faire sortir du sulfit sac pour les besoins du second tour.

En lisant les articles qui ont servi de préface à notre campagne électorale, vous auriez pu m'éviter la répétition de cette profession de foi pour laquelle nous n'espérons pas votre approbation publique.

Recevez, citoyen Delory, pour vous et pour la Fédération Socialiste du Nord en général, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Signé : Ed. DELESALLE.

LA SITUATION
DANS
l'Arrondissement de Dunkerque

1re Circonscription

La lutte est vigoureusement menée à Dunkerque par MM. Trystram, Terquem et Vancauwenberghe contre M. Dumont, ancien maire de Dunkerque, qui porte dans la circonscription le drapeau de la réaction. Le « Nord Maritime » reprend en sa faveur les procédés des campagnes qu'il menait jadis pour le vereux Lalou et pour le traître Guillain. Lorsque Dumont fut chassé de l'Hôtel-de-Ville avec toute son escorte cléricale, la réaction fut atterrée ; elle tente un effort mou pour se relever après ce désastre et se rend parfaitement compte que sa défaite de demain, marquera sa chute définitive, irrémédiable. Aussi, tout est-il mis en œuvre, toutes les vieilles corruptions qui si longtemps ont fait tant de mal à Dunkerque.

Seulement, le « port » n'est plus à acheter aujourd'hui, les chefs de ploul, maquignons de consciences à deniers comptants, n'exercent plus leur industrie dans leurs assommoirs ou, dans la débauche et l'orgie, se gaspillait l'argent des honteux marchés. Les inscrits, les dockers, tous les travailleurs des quais, sont aujourd'hui syndiqués, la Bourse du Travail a parfait leur éducation politique en même temps que leur éducation économique et leurs voix n'iront plus aux endormeurs réactionnaires.

Le « Petit Dunkerquois », organe du «bloc» démocratique, faisait observer avec raison que la profession de foi de M. Alfred Dumont eut pu être signée : Escobar « candidat des jésuites de toute robe ». M. Dumont devait nécessairement se ressentir des habitudes pratiques de la secte et recourir aux moyens de persuasion qui lui sont propres.

« Il s'est donc fait des armes de la calomnie, du mensonge et de l'insinuation jésuitique ».

Eh bien, passons là-dessus. C'est monnaie courante dans les campagnes réactionnaires quand le parti prêtre y met la main, et chacun sait le rôle que joue à Dunkerque le « grand doyen ». Passons sur les souvenirs anciens, sur les campagnes ignobles menées par M. Dumont et ses amis contre Jean-Baptiste Trystram, contre ses fils François et aujourd'hui Jean Trystram, sénateur, contre MM. Vancauwenberghe et Terquem, contre tous les dirigeants républicains.

Mais voici qui est typique : « Ma candidature, dit M. Dumont, est une protestation contre les gaspillages de nos finances nationales ». Ah ! notre confrère Dunkerquois relève de bonne encre cette énorme fumisterie :

« C'est donc l'homme qui, maire d'une grande cité, ayant la charge et la responsabilité de ses intérêts matériels et moraux, a gaspillé en dépenses inutiles le plus clair de notre patrimoine communal ; c'est l'homme qui, après vingt-cinq années de règne, n'a laissé comme trace de son passage à la Mairie qu'un somptueux Hôtel-de-Ville, trop petit pour abriter les services qui devraient y trouver place, et un Minck que personne ne veut utiliser — Hôtel-de-Ville et Minck qui sont encore à payer et dont les dépenses de construction pèseront lourdement, pendant plus de vingt années encore, sur le contribuable écrasé de centimes additionnels ; — c'est le maire qui a laissé se fonder et se développer, aux portes de sa ville, les importantes agglomérations suburbaines qui vivent en parasites sur notre budget communal, sans même essayer d'amorcer la question du démantèlement ; c'est le maire dont la négligence coupable et le j'm'en foutisme bon enfant ont laissé tout aller à vau l'eau, ne créant rien, n'innovant rien, n'entretenant rien, mais creusant un peu plus, chaque jour, le gouffre du déficit dans lequel il nous aurait engloutis, avec lui, si les électeurs n'avaient fini par y mettre bon ordre ; c'est le maire qui nous a couverts de dettes criardes, qui a accumulé les emprunts à court terme pour se tirer d'affaire et paralysé ainsi, pour longtemps, l'essor de la Ville qu'il avait le devoir de rendre, d'année en année, plus vigoureuse, plus prospère et plus riche ; c'est ce maire-là, c'est cet homme-là, c'est M. Alfred Dumont qui a l'audace de parler « de débâcle financière de la République », d'affirmer « que sa candidature est une candidature d'énergique protestation contre un pareil état de choses ».

Laissons là M. Dumont ; politiquement il lui reste si peu de temps à vivre !

Notre ami Lesage porte très vaillamment le drapeau du parti socialiste. Les voix ouvrières feront bloc sur son nom et le mettront, dimanche, en bonne posture. Il mérite bien certes toutes les sympathies prolétariennes qui se reportent sur lui. Franc, généreux, il est vraiment le militant qui se donne tout à tous, sans compter, sans hésiter jamais quand il y a une bonne œuvre à accomplir. Au point de vue politique, ferme et prudent à la fois, pratique mais intransigeant sur les principes. Personne, depuis qu'il est entré dans la lutte politique, ne saurait citer de lui une faiblesse, une transaction, une déviation. C'est dire les vœux que nous formons pour que, porté par les suffrages des travailleurs, il arrive bon premier au scrutin du 24 Avril.

Le Congrès radical de Dunkerque, MM. Vancauwenberque et Terquem ayant décliné les offres de la candidature, a désigné comme candidat, M. Défossé, l'un des fondateurs de « L'Alliance républicaine » et son président, toujour réélu depuis plus de vingt ans. M. Défossé est vice-président du Conseil d'arrondissement et, à ce titre encore, justifie le choix du Congrès.C'est un républicain de la veille, constamment sur la brèche et qui réunira certainement sur son nom le maximum des voix radicales.

La lutte est donc au premier tour entre lui et le citoyen Lesage ; mais quoiqu'il advienne, nous sommes sans inquiétude pour le scrutin de ballottage ; la discipline sera rigoureusement observée et par les candidats et par les électeurs, et cette fois Dunkerque sera représentée au Parlement par un loyal républicain, quelque soit le résultat final.

Il y a bien dans la première circonscription une quatrième candidature, celle de M. Valentin, avocat à Dunkerque. M. Valentin se présente en franc tireur, sans comité, sans patronage d'aucune sorte.

M. Valentin appartient au parti socialiste unifié, ou en tout cas, y appartenait hier ; peut-être bien s'est-il mis de lui-même hors du parti en n'acceptant pas la décision du Congrès qui désigna le citoyen Lesage comme candidat du parti.

Venu des confins extrêmes de gauche, M. Valentin se présente comme républicain-socialiste indépendant ; c'est une évolution marquée, car il y a quelques années, il combattait avec grande âpreté les hommes de la nuance dont il se réclame aujourd'hui, et qui brignaient les suffrages de leurs concitoyens. Son entrée en scène, en cavalier seul, a été une surprise pour tout le monde, car si nous en pouvons croire les renseignements qui nous ont été donnés, non seulement il aurait un moment poussé vivement Lesage à accepter la candidature socialiste, mais il lui aurait promis son entier concours comme publiciste et comme conférencier. Il apparaissait à beaucoup qu'il voulait s'acquitter ainsi d'une dette de reconnaissance.

Dans tous les partis, il y a des mécontents des frondeurs, des aigris ; tous à Dunkerque voteront pour M. Valentin.

2e Circonscription

La lutte est ici menée courtoisement par deux de nos amis : le citoyen Carlier, secrétaire de la Mairie de Wasquehal et le citoyen Vollaeys, avocat à Dunkerque. Le candidat réactionaire à abattre est M. Henry Cochin, maire de St-Pierrebrouck et conseiller général.

M. Cochin est né à Paris en 1854, il représente à la Chambre la deuxième circonscription de Dunkerque depuis 1893, il obtenait alors 6.565 voix sur dix mille votants environ. Depuis, sa majorité s'est constamment renforcée : il était élu par 9.376 voix en 1898 ; par 10.381 voix en 1902. M. Victor Vandenbroucque, maire de Bourbourg, le doyen des républicains de la circonscription, lutteur infatigable et universellement aimé pour sa loyauté, et la sincérité de ses opinions, se présentait contre M. Cochin aux élections de 1906 et il obtenait deux mille voix. Le ban et l'arrière ban de la réaction avait donné, non pas avec ardeur, avec fureur, et jamais la pression du richissime « propriétaire-agriculteur » et de la calotte déchaînée ne se fit aussi lourdement sentir. M. Cochin fut réélu par 10.367 voix. Le citoyen Fray, socialiste inconnu dans la région, récoltait 207 suffrages.

Voilà le colosse de réaction contre lequel se dresse avec toute la fougue de sa belle jeunesse et de son brillant talent le citoyen Vollaeys. Il se multiplie, il se dépense sans répit, il est partout, il est chez tous, il mène une campagne admirable. Il n'y a pas un républicain qui n'aura été touché par lui et incontestablement l'idée républicaine a fait de grands progrès dans les campagnes ; les paysans ouvrent les yeux, ils se rendent compte de tout ce que la République a fait pour eux ; ils se prennent à l'aimer ; ils sont venus à elle, lentement sans doute mais avec une foi raisonnée qui ne démentira pas.

Les moins optimistes nous prédisent pour dimanche prochain des surprises.

Espérons avec eux un ballottage;au second tour le bloc des voix socialistes et républicaines assurerait la victoire démocratique.